

No. 42977

**France
and
Brazil**

Basic Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil concerning cooperation in the field of study and use of outer space for peaceful purposes (with annex). Paris, 27 November 1997

Entry into force: *30 December 2004 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 21 August 2006*

**France
et
Brésil**

Accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (avec annexe). Paris, 27 novembre 1997

Entrée en vigueur : *30 décembre 2004 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 21 août 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD CADRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL RELATIF À LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉTUDE ET DE L'UTILISATION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE À DES FINS PACIFIQUES

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (ci-après “les Parties”),

Désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié et de coopération entre les deux pays,

Considérant que le développement de la coopération spatiale bilatérale est de nature à contribuer au renforcement des liens d'amitié et du partenariat entre les deux Etats,

Considérant l'Accord culturel du 6 décembre 1948 entre la République française et la République fédérative du Brésil, complété par l'Accord de coopération technique et scientifique du 16 janvier 1967, lui-même complété par divers arrangements,

Considérant l'Accord du 30 janvier 1981 dans le domaine de la propriété industrielle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil,

Considérant l'Accord-cadre de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil signé le 28 mai 1996 et visant à instaurer un nouveau partenariat entre les deux Etats,

Souhaitant ainsi poursuivre et autant que possible élargir sur une base équitable et mutuellement avantageuse la coopération bilatérale dans les différents domaines de la conquête de l'espace et de l'application pratique des techniques et technologies spatiales à des fins pacifiques,

Désireux d'encourager les coopérations industrielles et commerciales entre les entreprises des deux Etats dans le domaine spatial,

Prenant en considération les dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les corps célestes, du 27 janvier 1967 ainsi que les autres Traités et accords multilatéraux régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique auxquels les deux Etats sont parties,

Reconnaissant leurs engagements en qualité de signataire du Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR),

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

1. En vue de développer un partenariat plus étroit, les Parties poursuivent et approfondissent leur coopération scientifique et technique et favorisent la coopération industriel-

le et commerciale entre les deux Etats dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

2. Dans le cadre du présent Accord, la coopération est mise en oeuvre conformément au droit interne de chaque Partie, dans le respect du droit international et sans préjudice de l'exécution, par chacune des Parties, des obligations qui découlent des autres accords et engagements auxquels elle a souscrit.

Article 2

1. La Partie française désigne le Centre National d'Etudes Spatiales et la Partie brésilienne l'Agence Spatiale Brésilienne en qualité d'organismes compétents pour mettre en oeuvre la coopération prévue par le présent Accord.

2. Conformément au droit interne en vigueur sur le territoire de chacune des Parties, chaque Partie ou organisme compétent peut désigner, en complément, d'autres entités ci-après dénommées "autres organismes" pour l'exécution des programmes et projets de coopération visés au présent Accord.

Article 3

Dans le cadre du présent Accord, des actions de coopération peuvent être entreprises dans les domaines suivants :

1. les sciences spatiales, l'astrophysique, la physique spatiale et les études sur le système solaire;
2. les sciences de la Terre, les études sur l'évolution du climat et sur l'environnement global;
3. la conception, le développement, l'exploitation et le contrôle des satellites d'observation de la Terre, de collecte de données, de télécommunications et de navigation à partir de l'espace;
4. le développement de technologies liées aux charges utiles et aux plateformes spatiales;
5. le développement de lanceurs de satellites et de sondes spatiales, de fusées-sondes, des services de lancement, des infrastructures de lancement et des stations d'observation;
6. les autres domaines dont pourraient décider les Parties d'un commun accord.

Article 4

1. Dans les domaines énumérés au précédent article, la coopération peut revêtir les formes suivantes :

- a. l'élaboration et l'exécution de projets spatiaux conjoints;
- b. la réalisation de programmes d'échanges et de formation de personnel;
- c. le développement de programmes industriels et commerciaux dans le domaine des systèmes spatiaux et des services de lancement;

- d. les échanges de matériel, de documentation, de données, de résultats expérimentaux et d'informations scientifiques;
- e. l'organisation de symposiums et de réunions scientifiques conjointes;
- f. d'autres formes de coopération dont pourraient décider les Parties d'un commun accord.

2. Les actions de coopération entrant dans le présent Accord s'effectuent en tenant compte des intérêts des Parties, de leurs politiques industrielles et commerciales et dans le cadre de leurs ressources et disponibilités budgétaires.

Article 5

Des accords ayant pour objet d'amender, de modifier ou d'élargir les termes du présent Accord cadre peuvent être conclus entre les Parties.

Des programmes ou contrats spécifiques conclus entre les organismes compétents, entre d'autres organismes ou entre un ou les organismes compétents et un ou d'autres organismes déterminent les principes, les normes et les procédures relatifs à l'organisation, à la réalisation et, le cas échéant, au financement des programmes et projets de coopération.

Article 6

Les Parties encouragent le développement de la coopération entre les organismes ou entreprises industrielles et commerciales, publics ou privés, des deux Etats, y compris avec la participation éventuelle d'organismes ou d'entreprises d'Etats tiers et d'organisations internationales.

Article 7

1. Les organismes compétents sont responsables de la gestion et du financement du montant de leurs obligations respectives dans les programmes de coopération mis en oeuvre dans le cadre du présent Accord.

2. Ces activités sont conduites en conformité avec la législation nationale de chaque Partie et sont soumises à la disponibilité des fonds alloués à de telles fins.

Article 8

1. Dans le respect des conditions de confidentialité prévues dans l'Annexe au présent Accord, les Parties, leurs organismes compétents et autres organismes se garantissent mutuellement l'accès aux résultats des recherches et travaux conjoints et encouragent dans ce but l'échange des informations et données correspondantes.

2. La communication à des tiers de données issues des actions de coopération ne peut se faire sans l'accord préalable des deux Parties.

Article 9

La protection et l'attribution des droits de propriété intellectuelle sont régies par les principes et les règles figurant dans l'Annexe au présent Accord, qui en fait partie intégrante.

Article 10

Conformément à son droit interne et sous réserve de réciprocité, chaque Partie :

-- facilite l'attribution des titres d'entrée et de séjour sur son territoire aux ressortissants de l'autre Partie qui entrent et séjournent sur son territoire aux fins d'exercer des activités dans le cadre des programmes et contrats spécifiques conclus en application du présent Accord,

-- facilite l'importation et l'exportation des biens des personnels, l'exécution de leur mission, l'application des règles douanières et fiscales en vigueur sur leurs territoires respectifs,

-- autorise l'entrée sur son territoire, en exonération des droits et taxes dans les limites et aux conditions prescrites par les législations nationales respectives, des matériels et équipements nécessaires à la coopération scientifique et technique dans le cadre du présent Accord.

Article 11

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est résolu par voie de négociations entre les Parties ou, au cas où celles-ci n'auraient pas abouti au terme d'un délai de six mois à partir du début des négociations, par tout autre mode de règlement des différends par le droit international et accepté par chacune des Parties.

Article 12

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de dix ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes égales.

2. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, lequel entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications.

3. Le présent Accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre Partie, par voie diplomatique, avec un préavis d'au moins six mois.

4. La terminaison du présent Accord ne dispense pas les Parties de leurs obligations en cours au titre de cet Accord, sauf si les Parties en décident autrement. Elle n'affecte pas les droits et obligations convenus et obtenus dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord avant sa terminaison.

Fait à Paris le 27/11/1997, en double exemplaire, chacun en langues française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VÉDRINE

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil

LUIZ FELIPE LAPREIA

ANNEXE

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les Parties s'engagent à protéger, de la manière la plus efficace, les résultats obtenus dans le cadre de la coopération objet du présent Accord.

Elles s'informent mutuellement, en temps opportun, de toute intervention ou travaux susceptibles d'être protégés et procèdent, dans les meilleurs délais, aux formalités de protection de la propriété intellectuelle.

1. DOMAINE D'APPLICATION

A. La présente annexe s'applique à toutes les activités menées dans un cadre de coopération au titre du présent Accord, sauf dispositions contraires de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil du 30 janvier 1981 dans le domaine de la propriété industrielle et sauf dispositions particulières expressément convenues par les Parties ou les organismes mandatés par elles.

Les activités réalisées dans un cadre industriel ou commercial n'entrent pas dans le cadre de la présente annexe et sont définies au cas par cas.

B. Aux fins du présent Accord, l'expression "propriété intellectuelle" a le sens que lui attribue l'article 2 de la convention portant création de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle, conclue à Stockholm le 14 juillet 1967.

C. La présente annexe traite de la répartition des droits entre les Parties. Chaque Partie fait en sorte que l'autre Partie ou les organismes compétents visés à l'article 3 de l'Accord puisse acquérir les droits de propriété intellectuelle, conformément à cette annexe.

D. La présente annexe ne modifie pas le régime de propriété intellectuelle des Parties qui sera régi par le droit de chacune d'elles et les règlements internes aux organismes concernés et ne saurait porter atteinte aux engagements internationaux conclus par les Parties.

E. Chacune des Parties reste seule titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement ou résultant de recherches indépendantes.

F. Les différends en matière de propriété intellectuelle doivent être réglés à l'amiable dans toute la mesure du possible par les Parties concernées.

G. La résiliation ou l'expiration du présent Accord n'affecte pas les droits ou obligations découlant de la présente annexe, dès lors qu'ils sont antérieurs à cette résiliation ou expiration.

2. ATTRIBUTION DES DROITS

A. Inventions susceptibles d'être protégées par la propriété intellectuelle

1) Pour la propriété intellectuelle créée au cours d'une activité de recherche conjointe, les Parties ou les organismes désignés par elles s'efforcent d'élaborer conjointement un plan de valorisation de la technologie, soit avant le début de leur coopération, soit dans un délai raisonnable à compter du moment où une Partie identifie la création d'objets de propriété intellectuelle. Ce plan de valorisation de la technologie prend en considération les

contributions respectives des Parties et de leurs organismes désignés à l'activité de recherche considérée.

Une activité de recherche est qualifiée de conjointe, pour l'attribution des droits de propriété intellectuelle, dès lors qu'elle est désignée ainsi dans les accords ou contrats spécifiques. L'attribution des droits de propriété intellectuelle des activités de recherche conjointes s'effectue selon les dispositions du paragraphe ci-après.

2) Si ce plan de valorisation ne peut être établi dans un délai raisonnable, il appartient à la Partie la plus diligente de procéder, en son nom, à la protection par la propriété intellectuelle : les Parties ou les organismes désignés par elles, conviennent de la répartition des droits de propriété intellectuelle dans des conditions définies d'un commun accord, en prenant en compte les contributions respectives de chacune d'elles, ainsi que les frais liés à la protection de la propriété intellectuelle.

Sur le territoire de pays tiers, l'attribution de ces droits et revenus est fixée dans des accords ou contrats spécifiques.

3) Lorsqu'il ne s'agit pas de recherches qualifiées conjointes, le régime des droits de propriété intellectuelle est défini dans les accords ou contrats spécifiques. Le droit d'accès de l'autre Partie à ces droits de propriété intellectuelle fait l'objet d'un accord au cas par cas.

4) Dans le cas où un objet de propriété intellectuelle ne peut être protégé par la législation de l'une des Parties, la Partie dont la législation prévoit la protection de cet objet peut effectuer cette protection en son nom. Les Parties engagent immédiatement des discussions afin de déterminer la répartition des droits de propriété intellectuelle sur cet objet.

B. Echanges de chercheurs

1) Les chercheurs et scientifiques d'une Partie appelés à travailler dans un organisme ou une entité de l'autre Partie sont soumis au régime en vigueur dans chacun des organismes d'accueil en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, ainsi que les éventuelles primes ou redevances liées à ces droits, telles que définies par le règlement intérieur de chaque organisme d'accueil.

2) Dans le cas où un chercheur ou scientifique invité serait reconnu par l'organisme d'accueil comme "inventeur", les organismes d'accueil s'engagent, à titre d'encouragement et sur la base de réciprocité de traitement, à attribuer à ce chercheur ou scientifique une part du produit des redevances liées à ces droits.

C. Droits d'auteur -- publications

1) Les publications sont couvertes par le droit d'auteur. Chaque Partie a un droit gratuit de traduction, reproduction et diffusion d'articles de journaux, de comptes rendus scientifiques ou techniques concernant les recherches menées conjointement sous réserve du respect des dispositions concernant la confidentialité figurant au titre 2.E ci-après. Les modalités d'exercice de ce droit sont définies dans les accords ou contrats spécifiques.

2) Tous les exemplaires doivent porter la mention de l'auteur

3) Les publications concernant des recherches non conjointes font l'objet de dispositions particulières dans le cadre des accords spécifiques.

D. Logiciels

1) Sauf stipulation contraire dans les accords ou contrats spécifiques, les logiciels développés dans le cadre de la coopération sont la propriété de la Partie qui les a financés. Celle-ci détient sur ce logiciel l'ensemble des droits patrimoniaux d'auteur dévolus par la législation de la Partie concernée. Celle-ci peut concéder à l'autre Partie des licences dont les modalités sont définies au cas par cas.

2) Lorsqu'il s'agit de logiciels développés en commun ou cofinancés par les deux Parties ou les Organismes compétents, le régime applicable à ces logiciels est défini dans les accords ou contrats spécifiques, y compris la répartition des redevances en cas de commercialisation.

E. Informations confidentielles

1) Le terme "informations confidentielles" désigne tout savoir-faire, toute donnée technique ou information commerciale ou financière communiquée pour les activités en coopération dans le cadre du présent Accord, remplissant les conditions suivantes :

- a. elle est habituellement tenue secrète pour des raisons commerciales,
- b. elle n'est pas connue ou accessible au public auprès d'autres sources,
- c. elle n'a pas été communiquée antérieurement par le titulaire à des tiers sans une obligation de confidentialité,
- d. elle n'est pas déjà détenue par le destinataire sans une obligation de confidentialité.

2) Les informations confidentielles doivent être désignées comme telles de façon appropriée. La responsabilité de cette désignation incombe à la ou aux Parties qui exigent cette confidentialité.

3) Toute information confidentielle est protégée conformément au droit applicable sur le territoire de l'Etat dont relève chacune des Parties.

4) Les informations confidentielles peuvent être communiquées à leurs employés ainsi qu'aux maîtres d'oeuvre et sous-traitants par les Parties, sous réserve que cela ait été expressément prévu dans les accords ou contrats spécifiques.

5) Les informations ainsi communiquées ne peuvent être utilisées que dans la limite du champ d'application des accords ou contrats spécifiques. Les Parties s'engagent à prendre toutes dispositions nécessaires vis-à-vis de leurs employés, maîtres d'oeuvre et sous-traitants pour le respect des obligations de confidentialité définies ci-dessus.

F. Communication à des tiers

La mise à disposition des tiers des résultats des recherches et des développements effectués conjointement doit faire l'objet d'un accord écrit entre les Parties (ou leurs organismes compétents). Cet accord déterminera les règles de la diffusion des informations en cause.

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO-QUADRO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA E O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL SOBRE A COOPERACÃO NA PESQUISA E NOS USOS DO ESPAÇO EXTERIOR PARA FINS PACÍFICOS

O Governo da República Francesa

e

O Governo da República Federativa do Brasil
(doravante denominados as “Partes”),

Desejosos de fortalecer as tradicionais relações de amizade e cooperação entre os dois países;

Considerando que o desenvolvimento da cooperação espacial bilateral contribui para reforçar os laços de amizade e a parceria entre os dois Estados;

Considerando o Acordo Cultural de 06 de dezembro de 1948 entre a República Francesa e a República Federativa do Brasil, complementado pelo Acordo de Cooperação Técnica e Científica de 16 de janeiro de 1967, também complementado por diversos ajustes;

Considerando o Acordo entre o Governo da República Francesa e o Governo da República Federativa do Brasil no domínio da propriedade industrial, assinado em 30 de janeiro de 1981;

Considerando os termos do Acordo Quadro de Cooperação entre o Governo da República Francesa e o Governo da República Federativa do Brasil, assinado em 28 de maio de 1996, o qual visa a instaurar uma nova parceria entre os dois Estados;

Desejosos de dar continuidade e, na medida do possível, ampliar sobre uma base equitativa e mutuamente vantajosa a cooperação bilateral nos diferentes domínios da conquista do espaço e na aplicação prática das técnicas e tecnologias espaciais com fins pacíficos;

Desejosos de encorajar a cooperação industrial e comercial entre as empresas dos dois Estados no domínio espacial;

Considerando os termos do Tratado sobre Princípios Reguladores das Atividades dos Estados na Exploração e Uso do Espaço Cósmico, inclusive a Lua e demais Corpos Celestes, de 27 de janeiro de 1967, bem como os termos de outros Tratados e Acordos Multilaterais sobre pesquisa e uso do espaço exterior, dos quais ambos os Estados sejam partes;

Reconhecendo seus compromissos na qualidade de signatários do Regime de Controle de Tecnologias de Mísseis (MTCR);

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1º

1. Com vistas a desenvolver uma parceria mais estreita, as Partes darão continuidade e aprofundarão a sua cooperação científica e tecnológica e favorecerão a cooperação industrial e comercial entre os dois Estados no domínio do estudo e da utilização do espaço para fins pacíficos;
2. No âmbito do presente Acordo, a cooperação será realizada de conformidade com o direito interno de cada uma das Partes, bem como em respeito ao direito internacional, e sem prejuízo das respectivas obrigações decorrentes de outros acordos e compromissos dos quais sejam partes.

ARTIGO 2º

1. A Parte francesa o Centre National d'Etudes Spatiales e a Parte brasileira designa a Agência Espacial Brasileira como os organismos competentes para a execução da cooperação prevista pelo presente Acordo.
2. De acordo com o direito interno em vigor no território de cada uma das Partes, cada Parte ou organismo competente poderá designar, adicionalmente, outras entidades (doravante denominados "outros organismos") para a execução dos programas e projetos de cooperação no âmbito do presente Acordo.

ARTIGO 3º

As atividades de cooperação no âmbito do presente Acordo poderão abranger as seguintes áreas:

1. ciências espaciais, astrofísica, física espacial e estudos sobre o sistema solar;
2. ciências da Terra, estudos sobre a evolução do clima e sobre o meio ambiente global;
3. concepção, desenvolvimento, exploração e controle de satélites de observação da Terra, de coleta de dados, de telecomunicações e de navegação a partir do espaço;
4. desenvolvimento de tecnologias ligadas a cargas úteis e plataformas espaciais;
5. desenvolvimento de veículos lançadores de satélites e sondas espaciais, foguetes de sondagem, serviços de lançamento, infraestrutura de lançamento e estações de rastreamento;
6. outras áreas que venham a ser acordadas pelas Partes.

ARTIGO 4º

1. No que diz respeito às áreas enumeradas no parágrafo precedente, a cooperação poderá assumir as seguintes formas:
 - a. planejamento e execução de projetos espaciais conjuntos;
 - b. realização de programas de intercâmbio e de formação de pessoal;
 - c. desenvolvimento de programas industriais e comerciais no domínio dos sistemas espaciais e dos serviços de lançamento;
 - d. intercâmbio de equipamentos, documentação, dados, resultados experimentais e informações científicas;
 - e. organização de simpósios e reuniões científicas conjuntas;
 - f. outras formas de cooperação que venham a ser acordadas pelas Partes.

2. As ações de cooperação previstas pelo presente Acordo levarão em conta os interesses das Partes, de suas políticas industriais e comerciais e estarão na dependência dos recursos e disponibilidades orçamentárias das Partes.

ARTIGO 5º

1. Acordos que tenham por objetivo emendar, modificar ou ampliar os termos do presente Acordo-Quadro poderão ser celebrados pelas Partes.

2. Programas ou Contratos específicos serão concluídos entre os organismos competentes, entre outros organismos ou entre um ou os organismos competentes e um ou outro organismo, e determinarão os princípios, as normas e os procedimentos relativos à organização, à realização e, se necessário, ao financiamento dos programas e projetos de cooperação.

ARTIGO 6º

As Partes encorajarão o desenvolvimento da cooperação entre os organismos ou empresas industriais e comerciais, públicas ou privadas, dos dois Estados, inclusive com a eventual participação de organismos ou empresas de terceiros Estados e de Organizações Internacionais

ARTIGO 7º

1. Os organismos competentes serão responsáveis pela condução e financiamento dos custos dos seus respectivos encargos nos programas de cooperação desenvolvidos no âmbito do presente Acordo.

2. Essas atividades serão conduzidas em conformidade com a legislação nacional de cada Parte e estarão sujeitas à disponibilidade de fundos alocados para tais fins.

ARTIGO 8º

1. Em conformidade com as condições de confidencialidade previstas no Anexo ao presente Acordo, as Partes, seus organismos competentes e outros organismos garantirão o acesso mútuo aos resultados das pesquisas e trabalhos efetuados em cooperação e encorajarão neste sentido a troca das informações e dados correspondentes.

2. A comunicação a terceiros dos dados resultantes das ações de cooperação não poderá ser feita sem a anuência prévia das duas Partes.

ARTIGO 9º

A proteção e a atribuição de direitos de propriedade intelectual serão reguladas pelos princípios e regras constantes do Anexo ao presente Acordo, que passa a constituir parte integrante do Acordo.

ARTIGO 10

Em conformidade com seu direito interno e em regime de reciprocidade, cada Parte:

- a) facilitará a concessão de documentação de entrada e permanência em seu território aos nacionais da outra Parte que entrarem e permanecerem em seu território com a finalidade de executar atividades no âmbito dos programas e contratos específicos estabelecidos ao abrigo do presente Acordo;
- b) facilitará a importação e a exportação dos bens do pessoal, a execução da sua missão, a aplicação de normas aduaneiras e fiscais em vigor sobre seus respectivos territórios;
- c) autorizará a entrada em seu território nacional, com exoneração de direitos e impostos nos limites e nas condições prescritas pelas respectivas legislações nacionais, do material e dos equipamentos necessários à consecução da cooperação científica e técnica realizada no âmbito do presente Acordo.

ARTIGO 11

Todas as divergências relativas à interpretação ou à aplicação do presente Acordo serão dirimidas por meio de negociação direta entre as Partes ou, no caso de estas não terem chegado a bom termo em um prazo de seis meses a partir do início das negociações, por qualquer outro modo de solução de controvérsias reconhecido pelo Direito Internacional e aceito de comum acordo pelas Partes.

ARTIGO 12

1. O presente Acordo terá a duração de 10 (dez) anos, prorrogável automaticamente por iguais períodos.

2. Cada uma das Partes notificará a outra da conclusão das formalidades internas necessárias à entrada em vigor do presente Acordo, o qual terá vigência a partir da data da última dessas notificações.

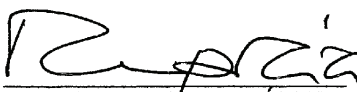
3. O presente Acordo poderá ser denunciado por qualquer das Partes, por canal diplomático, com uma antecedência mínima de seis meses.

4. O término do presente Acordo não dispensará as Partes de suas obrigações em curso assumidas no âmbito do Acordo, salvo se as Partes convierem de outra maneira. O término não afetará os direitos e obrigações obtidos e assumidos nos marcos do presente Acordo antes de seu término.

Feito em Paris, em 27 de novembro de 1997, em dois exemplares, nas línguas francesa e portuguesa, sendo ambos os textos igualmente autênticos.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

A N E X O
Propriedade Intelectual

As Partes comprometem-se a proteger, da maneira mais eficaz, os resultados obtidos no quadro da cooperação prevista pelo presente Acordo.

As Partes informar-se-ão mutuamente, em tempo oportuno, a respeito de qualquer intervenção ou trabalhos passíveis de serem protegidos e procederão, com a maior brevidade possível, às formalidades de proteção da referida propriedade intelectual.

1. Âmbito de Aplicação

- a) O presente Anexo se aplica a todas as atividades realizadas no âmbito do presente Acordo, salvo disposições em contrário pelo Acordo entre o Governo da República Francesa e o Governo da República Federativa do Brasil no domínio da propriedade industrial, assinado em 30 de janeiro de 1981, e salvo disposições particulares expressamente acordadas pelas Partes ou pelos organismos de cooperação por elas designados.

As atividades realizadas em um quadro industrial ou comercial não estarão sujeitas ao presente Anexo e serão definidas caso a caso.

- b. Para os fins do presente Acordo, a expressão “propriedade intelectual” terá o mesmo sentido que lhe é atribuído pelo Artigo 2 da Convenção que institui a Organização Mundial da Propriedade Intelectual, celebrada em Estocolmo, em 14 de julho de 1967.
- c. O presente Anexo regulará a atribuição de direitos entre as Partes. Cada Parte assegurará as condições para que a outra Parte, ou os organismos competentes previstos no Artigo 3 do Acordo, possam adquirir os direitos de propriedade intelectual em conformidade com o presente Anexo.

- d. O presente Anexo não modifica o regime legal de propriedade intelectual das Partes, que será regido por suas legislações respectivas e pelos regulamentos internos dos organismos competentes, sem prejuízo para as obrigações internacionais assumidas pelas Partes.
- e. Cada Parte permanece a única titular de todos os direitos de propriedade intelectual adquiridos previamente ou resultantes de pesquisas independentes.
- f. As controvérsias em matéria de propriedade intelectual deverão ser resolvidas, na medida do possível, de forma amigável entre as partes interessadas.
- g. A extinção ou expiração do presente Acordo não afetará os direitos e obrigações que surjam da aplicação do presente Anexo, no caso de que eles tenham sido aceitos antes de tal extinção ou expiração.

2. Atribuição de Direitos

A. Invenções Passíveis de Proteção pela Propriedade Intelectual

1. No que diz respeito à propriedade intelectual gerada por atividade de pesquisa realizada de maneira conjunta, as Partes ou os organismos por elas designados envidarão esforços para elaborar conjuntamente um plano de valorização da tecnologia, seja antes do início da referida cooperação ou dentro de um prazo razoável a partir do momento em que uma Parte identifique a criação de objetos de propriedade intelectual. Este plano de valorização da tecnologia levará em conta a contribuição correspondente das Partes e dos seus organismos designados para a atividade de pesquisa sob consideração.
2. Para os propósitos de atribuição de direitos de propriedade intelectual, uma atividade de pesquisa é considerada atividade conjunta a partir do momento em que for definida como tal pelos acordos ou contratos específicos. A atribuição de direitos de propriedade intelectual das atividades de pesquisa conjunta deverá ser estabelecida segundo as disposições do parágrafo seguinte.

3. Se o referido plano de valorização da tecnologia não puder ser estabelecido dentro de um prazo considerado razoável, caberá à Parte mais diligente proceder, em seu próprio nome, à proteção da propriedade intelectual: as Partes ou os organismos por ela designados deverão entender-se no que se refere à repartição dos direitos de propriedade intelectual, tendo por base condições definidas de comum acordo e levando em consideração as contribuições respectivas de cada um dos lados, bem como as despesas vinculadas à proteção da propriedade intelectual.

4. No território de terceiros países, a atribuição desses direitos e vantagens será fixada em acordos ou contratos específicos.

5. Nos casos em que não se trata de pesquisas classificadas como pesquisas conjuntas, o regime dos direitos de propriedade intelectual será definido em acordos ou contratos específicos. O direito de acesso da outra Parte a tais direitos de propriedade intelectual será objeto de acordos a serem negociados caso a caso.

6. Nos casos em que o objeto de propriedade intelectual não possa ser protegido pela legislação de uma das Partes, a Parte cuja legislação interna prevê a proteção desse objeto poderá efetuar tal proteção em seu nome. As Partes se comprometem a estabelecer imediatamente conversações com vistas a determinar a repartição dos direitos de propriedade intelectual sobre esse objeto.

B. Intercâmbio de Pesquisadores

1. Os pesquisadores ou cientistas de uma Parte que sejam chamados a trabalhar em um organismo ou instituição da outra Parte estarão submetidos ao regime em vigor em cada um dos organismos anfitriões no que diz respeito aos direitos de propriedade intelectual, bem como aos eventuais prêmios e remunerações ligados a estes direitos, tais como definidos pelo regulamento interno de cada organismo anfitrião.

2. No caso de um pesquisador ou cientista visitante vir a ser reconhecido pelo organismo anfitrião como “inventor”, os organismos anfitriões se comprometem, a título de incentivo e em base de reciprocidade de tratamento, a conferir a tal pesquisador ou cientista uma parcela dos ganhos econômicos decorrentes desses direitos.

C. Direitos Autorais - Publicações

1. As publicações estarão cobertas pelo direito autoral. Cada Parte terá direito gratuito de traduzir, reproduzir e difundir artigos de jornal, relatórios científicos ou técnicos relativos às pesquisas conduzidas conjuntamente, levando em consideração a necessidade de respeitar as disposições relativas à confidencialidade conforme estabelecidas pelo título 2.E a seguir. As modalidades de exercício deste direito serão definidas nos acordos ou contratos específicos.

2. Todos os exemplares deverão conter menção ao autor.

3. As publicações referentes às pesquisas não-conjuntas serão objeto de disposições particulares no quadro dos acordos específicos.

D. “Softwares”

1. Salvo estipulação em contrário nos acordos ou contratos específicos, os “softwares” desenvolvidos no quadro da cooperação serão de propriedade da Parte que os financiou. Esta Parte deterá sobre tal “software” o conjunto dos direitos patrimoniais de autor estabelecidos pela legislação da Parte interessada. Esta poderá conceder à outra Parte licenças cujas modalidades serão definidas caso a caso.

2. Nos casos de elaboração conjunta ou financiamento conjunto de “softwares” por ambas as Partes ou organismos competentes designados, o regime aplicável a tais “softwares” deverá ser determinado pelos acordos ou contratos específicos, inclusive no que diz respeito à repartição dos ganhos em caso de comercialização.

E. Informações Confidenciais

1. O termo “informações confidenciais” designará todo conhecimento, todo dado técnico, informação comercial ou informação financeira comunicada para as atividades de cooperação no quadro do presente Acordo e que preencha as seguintes condições:

- a) ela é habitualmente guardada em segredo por razões comerciais;
- b) ela não é do conhecimento geral e não está disponível publicamente a partir de outras fontes;

- c) ela não foi previamente divulgada por seu proprietário para terceiros sem a obrigação de manutenção da sua confidencialidade;
- d) ela não está ainda à disposição do destinatário sem a obrigação de manutenção da sua confidencialidade

2. As informações confidenciais devem ser designadas como tal de forma apropriada. A responsabilidade por essa designação recai sobre a Parte ou as Partes que exigem essa confidencialidade.

3. Toda informação confidencial será protegida conforme o direito aplicável nos territórios respectivos de cada uma das Partes.

4. As informações confidenciais poderão ser comunicadas pelas Partes aos seus empregados bem como a seus executores e subcontratantes, desde que isto tenha sido expressamente previsto nos acordos ou contratos específicos.

5. As informações assim comunicadas poderão apenas ser utilizadas no limite da esfera de aplicação dos acordos ou contratos específicos. As Partes se comprometem a tomar todas as medidas necessárias frente a seus empregados, executores e subcontratantes para garantir o respeito às obrigações de confidencialidade definidas acima.

F. Comunicação a Terceiros

A cessão a terceiros dos resultados das pesquisas e desenvolvimentos elaborados conjuntamente deverá ser objeto de entendimento por escrito entre as Partes (ou seus organismos competentes). Tal entendimento determinará as regras para a difusão das informações em questão.

[TRANSLATION --TRADUCTION]

BASIC AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC
OF BRAZIL CONCERNING COOPERATION IN THE FIELD OF
STUDY AND USE OF OUTER SPACE FOR PEACEFUL PURPOSES

The Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil (hereinafter referred to as “the Parties”),

Desiring to strengthen the traditional ties of friendship and cooperation between the two countries,

Considering that the development of bilateral space cooperation will help to strengthen the ties of friendship and partnership between the two States,

Considering the Cultural Agreement of 6 December 1948 between the French Republic and the Federative Republic of Brazil, as supplemented by the Agreement on technical and scientific cooperation of 16 January 1967, itself supplemented by various agreements,

Considering the Agreement of 30 January 1981 in the field of industrial property between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil,

Considering the Framework Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil, signed on 28 May 1996, aimed at establishing a new partnership between the two States,

Wishing thereby to pursue and, to the extent possible, expand, on an equitable and mutually advantageous basis, bilateral cooperation in the various fields of space conquest and the practical application of space techniques and technologies for peaceful purposes,

Desiring to promote industrial and commercial cooperation in the field of space between the companies of the two States,

Taking into account the provisions of the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies, of 27 January 1967 and of other multilateral treaties and agreements on the exploration and use of outer space to which the two States are parties,

Recognizing their commitments as signatories to the Missile Technology Control Regime (MTCR),

Have agreed as follows:

Article 1

1. With a view to developing a closer partnership, the Parties shall pursue and expand their scientific and technical cooperation and promote industrial and commercial cooperation between the two States in the field of the study and use of space for peaceful purposes.

2. Cooperation within the framework of this Agreement shall be carried out in accordance with the domestic law of each Party, in observance of international law and without prejudice to the fulfilment by each Party of obligations arising from other agreements and commitments entered into by it.

Article 2

1. The French Party hereby designates the National Centre for Space Studies and the Brazilian Party hereby designates the Brazilian Space Agency as the bodies competent to carry out the cooperation provided for in this Agreement.

2. In accordance with the domestic law in force in the territory of each of the Parties, each Party or competent body may, in addition, designate other entities, hereinafter referred to as “other bodies”, to execute the cooperation programmes and projects referred to in this Agreement.

Article 3

Cooperation within the framework of this Agreement may be carried out in the following fields:

1. Space science, astrophysics, space physics and studies of the solar system;
2. Earth sciences, studies of climate change and the global environment;
3. Design, development, operation and control of satellites for space-based Earth observation, data collection, telecommunications and navigation;
4. Development of technologies linked to space payloads and space platforms;
5. Development of satellite and space probe launchers, rocket probes, launch services and infrastructures and observation stations;
6. Such other fields as the Parties may determine by mutual consent.

Article 4

1. Cooperation in the fields listed in the preceding article may take the following forms:

- (a) Development and execution of joint space projects;
- (b) Implementation of staff exchanges and staff training programmes;
- (c) Development of industrial and commercial programmes in the field of space systems and launch services;
- (d) Exchanges of equipment, documentation, data, results of experiments and scientific information;
- (e) Organization of symposia and joint scientific meetings;
- (f) Such other forms of cooperation as the Parties may determine by mutual consent.

2. Cooperation activities covered by this Agreement shall be conducted taking into account the Parties' interests and industrial and commercial policies and their available budgetary resources.

Article 5

Agreements for amending or expanding the terms of this Agreement may be concluded between the Parties.

Specific programmes or contracts concluded between the competent bodies, between other bodies or between one or more competent bodies and one or more other bodies shall determine the principles, norms and procedures for organizing, conducting and, where necessary, financing cooperation programmes and projects.

Article 6

The Parties shall promote the development of cooperation between public or private industrial and commercial bodies or companies of the two States, including with the possible participation of bodies or companies from third States and of international organizations.

Article 7

1. The competent bodies shall be responsible for managing and financing their part of their respective obligations under cooperation programmes carried out within the framework of this Agreement.

2. These activities shall be conducted in accordance with the domestic legislation of each Party and shall be subject to the availability of funds allocated for such purposes.

Article 8

1. In accordance with the conditions of confidentiality set forth in the annex to this Agreement, the Parties, their competent bodies and other bodies shall give each other access to the results of joint research and work and, to this end, shall promote exchanges of the corresponding information and data.

2. Data derived from cooperation activities may be communicated to third parties only with the prior consent of both Parties.

Article 9

The protection and allocation of intellectual property rights shall be governed by the principles and rules contained in the annex to this Agreement, which forms an integral part thereof.

Article 10

In accordance with its domestic law and on a basis of reciprocity, each Party shall:

-- Facilitate the provision of entry and temporary residence documentation to nationals of the other Party who enter and stay in its territory for the purpose of carrying on activities under specific programmes and contracts concluded pursuant to this Agreement;

-- Facilitate the import and export of staff members' property, the fulfilment of their mission and the application of the customs and tax rules in force in their respective territories;

-- Authorize the entry to its territory, exempt from duties and charges within the limits and on the terms provided by their respective domestic legislation, of materials and equipment necessary for scientific and technical cooperation within the framework of this Agreement.

Article 11

Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled through negotiations between the Parties or, if no settlement has been reached within six months from when such negotiations began, by any other means of dispute settlement recognized under international law and accepted by each Party.

Article 12

1. This Agreement is concluded for a period of 10 years and may be renewed automatically for further periods of 10 years.

2. Each Party shall notify the other of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place on the date of the last notification.

3. This Agreement may be terminated by either Party by giving at least six months' notice through the diplomatic channel.

4. Unless the Parties decide otherwise, termination of this Agreement shall not release the Parties from their ongoing obligations under the Agreement. It shall not affect the rights and obligations agreed to and obtained in connection with the implementation of the Agreement before its termination.

Done at Paris on 27 November 1997, in two copies, each in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

LUIZ FELIPE LAPREIA

ANNEX

INTELLECTUAL PROPERTY

The Parties undertake to protect as effectively as possible the results obtained within the framework of cooperation under this Agreement.

They shall inform each other in good time of any intervention or work that may be subject to protection and shall undertake as soon as possible the formalities for protection of the intellectual property.

1. SCOPE

A. This annex shall apply to all activities carried out within the framework of cooperation under this Agreement, unless the Agreement of 30 January 1981 in the field of intellectual property between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil provides otherwise and unless special provisions have been agreed expressly by the Parties or by the bodies mandated by them.

Activities carried out in an industrial or commercial framework shall not be covered by this annex and shall be determined on a case-by-case basis.

B. For the purposes of this Agreement, the term “intellectual property” shall have the meaning given in article 2 of the Convention establishing the World Intellectual Property Organization, signed in Stockholm on 14 July 1967.

C. This annex deals with the allocation of rights between the Parties. Each Party shall ensure that the other Party or the competent bodies referred to in article 3 of the Agreement can acquire intellectual property rights in accordance with this annex.

D. This annex shall not modify the provisions applicable to intellectual property that are governed by the law of either Party or the internal regulations of the bodies concerned, nor shall it affect any international commitments entered into by the Parties.

E. Each Party shall continue to have exclusive ownership of all intellectual property rights acquired previously or resulting from independent research.

F. Intellectual property disputes shall as far as possible be settled amicably by the Parties concerned.

G. The rights or obligations arising from this annex shall not be affected by the cancellation or termination of the Agreement, provided that they predate such cancellation or termination.

2. ALLOCATION OF RIGHTS

A. Inventions subject to protection by intellectual property

(1) In respect of intellectual property that is created during joint research, the Parties or the bodies designated by them shall endeavour to draw up a technology exploitation plan jointly either before the beginning of their cooperation or within a reasonable period following the identification by one Party of the creation of intellectual property. That plan shall consider the relative contributions of the Parties and of their bodies designated to engage in the research in question.

For the purpose of allocating intellectual property rights, research shall be defined as joint as long as it is designated as such in specific agreements or contracts. Intellectual property rights arising from joint research shall be allocated in accordance with the following paragraph.

(2) If the technology exploitation plan cannot be drawn up within a reasonable period of time, the more diligent Party, acting in its own name, may proceed to secure protection for the intellectual property: the Parties or their designated bodies shall agree on the allocation of intellectual property rights according to mutually agreed conditions, taking into account the relevant contributions of each Party and the costs relating to protection of the intellectual property.

In the territory of third countries, the allocation of these rights and revenues shall be determined by specific agreements or contracts.

(3) Where research is not defined as joint, the provisions applicable to intellectual property rights shall be laid down in specific agreements or contracts. The other Party's right of access to these intellectual property rights shall be subject to agreement on a case-by-case basis.

(4) In the event that the intellectual property is of a type for which protection is not available under the laws of one of the Parties, the Party whose legislation provides for such protection may ensure that the intellectual property concerned is protected in its name. The Parties shall hold discussions immediately with a view to deciding on the allocation of rights to the intellectual property.

B. Exchanges of researchers

(1) Researchers and scientists of one Party invited to work in a body or entity of the other Party shall be subject to the provisions in force in each of the host bodies concerning intellectual property rights and any bonuses or royalties linked to those rights, as defined by the rules of procedure of each host body.

(2) In the event that a guest researcher or scientist is recognized by the host body as an "inventor", the host bodies shall undertake to allocate to that researcher or scientist, as an incentive and on the basis of reciprocal treatment, a share of the royalties earned in connection with those rights.

C. Copyright -- publications

(1) Publications shall be protected by copyright. Each Party shall have a free right to translate, reproduce and distribute newspaper articles or scientific or technical reports on joint research for non-commercial purposes, subject to compliance with the provisions concerning confidentiality contained in paragraph 2.E below. The arrangements for exercising this right shall be set out in specific agreements or contracts.

(2) All copies shall bear the name of the author.

(3) Publications concerning research that is not joint shall be governed by special provisions under specific agreements.

D. Software

(1) Unless otherwise stipulated in specific agreements or contracts, software developed within the framework of cooperation shall be the property of the Party which financed

it. That Party shall own all the copyrights to such software awarded under the legislation of the Party concerned, which may grant the other Party licences whose arrangements shall be determined on a case-by-case basis.

(2) The provisions applicable to software that has been developed or financed jointly by the Parties or their competent bodies, including the allocation of royalties from commercial use, shall be set out in specific agreements or contracts.

E. Confidential information

(1) Any know-how, technical data or commercial or financial information communicated in respect of cooperation activities under this Agreement shall be designated as “confidential information” whenever it fulfils the following conditions:

(a) It is ordinarily kept secret for commercial reasons;

(b) It is not known or publicly available from other sources;

(c) The owner has not previously communicated it to third parties without imposing an obligation to keep it confidential;

(d) It is not already in the possession of the recipient without an obligation to keep it confidential.

(2) Confidential information shall be designated as such in an appropriate manner. Responsibility for such designation shall reside with the Party or Parties requiring that it be kept confidential.

(3) All confidential information shall be protected in accordance with the law applicable in the territory of the State of each of the Parties.

(4) The Parties may communicate confidential information to their employees and to prime contractors or subcontractors, provided that there is express provision for this in specific agreements or contracts.

(5) The information thus communicated may be used only within the scope of specific agreements or contracts. The Parties undertake to do everything necessary to ensure that their employees, contractors and subcontractors respect the obligations of confidentiality specified above.

F. Communication to third parties

The results of jointly conducted research and development shall be made available to third parties subject to a written agreement between the Parties (or their competent bodies). Such agreement shall specify the rules for distributing the information in question.

